

Qualité des données et gestion des informations en RDC

Janet Ousley et Lara Ho

La migration forcée engendre des difficultés particulières pour collecter des données et assurer le suivi des interventions dans les États fragiles où les infrastructures et les systèmes sont faibles ou inexistantes. Souvent, ces États ne disposent pas des registres nécessaires pour mesurer les informations démographiques de base qui sont essentielles à la planification lors des situations d'urgence. En tant qu'éléments-clés du processus de reconstruction de l'État, des données démographiques précises sont indispensables pour conduire une évaluation fiable des besoins et pour mesurer et démontrer les progrès. Lorsque des mouvements migratoires se produisent, qu'ils soient forcés ou non, les données insuffisantes des systèmes nationaux deviennent parfois inutilisables, si bien qu'il est nécessaire de recourir à des évaluations externes onéreuses.

En République démocratique du Congo (RDC), les problèmes de données dus à une mauvaise gestion nationale des informations persistent depuis de nombreuses années. Le dernier recensement national de la population du pays a été organisé en 1984, avant les grands conflits des années 1990 et 2000, et la population actuelle est souvent calculée en appliquant un taux de croissance de 3 % aux données de référence de 1984 sans tenir compte de l'évolution de la fertilité, de la mortalité (liée aux conflits ou autre) et du déplacement. Il en résulte parfois des estimations démographiques particulièrement inexactes, si bien qu'il est extrêmement difficile de se préparer ou de répondre aux besoins actuels des populations déplacées comme des populations non déplacées.

À la fin des années 1990 et au début des années 2000, le Comité international de secours (International Rescue Committee - IRC) a mené une série d'enquêtes nationales sur la mortalité afin de mieux appréhender l'impact des guerres, alors fortement sous-estimé.¹

Bien que ces enquêtes aient joué un rôle-clé pour mettre en lumière l'impact dévastateur des conflits, elles se sont aussi avérées particulièrement voraces en termes de temps, de logistique et de ressources techniques et financières. Hélas, ces enquêtes sur la mortalité n'ont pas eu pour effet direct de renforcer les capacités de l'État congolais à mesurer la mortalité.

Par conséquent, l'IRC aide depuis 2008 l'État congolais à renforcer ses capacités à collecter des informations démographiques fiables, à évaluer les déplacements et les urgences et à réagir à ces phénomènes. L'IRC promeut également des solutions communautaires visant à améliorer la qualité des données. Cependant, au cours des nouveaux conflits qui ont surgi dans le Nord-Kivu début 2012, de nombreux agents de santé communautaires travaillant sur le projet de renforcement des données se sont retrouvés eux-mêmes déplacés, tandis que dans d'autres cas, le téléphone mobile qu'ils utilisaient avait été perdu ou volé. Ces données perdues pour des mois entiers révèlent les faiblesses des solutions même les plus innovantes visant à améliorer la collecte des données dans les États fragiles.

Si l'objectif est d'aider les États à sortir de la fragilité grâce à l'établissement d'institutions fonctionnelles capables de fournir des services, des données et un suivi de bonne qualité constituent des éléments importants du processus dans la mesure où ils peuvent aider à évaluer les changements dus au déplacement.

Janet Ousley janetousley1@gmail.com est une consultante indépendante qui a précédemment travaillé comme conseillère en matière de recherche, de suivi et d'évaluation pour le Comité international de secours (IRC). Lara Ho Lara.Ho@rescue.org est conseillère technique dans le domaine de la santé pour l'IRC www.rescue.org

1. www.rescue.org/special-reports/congo-forgotten-crisis